



Independent observer  
of the Global Fund

## CRISE POLITIQUE AU BURUNDI : QUEL IMPACT SUR LE SYSTÈME DE SANTÉ ?

Depuis fin avril, le Burundi connaît une crise politique qui s'est accompagnée de manifestations violemment réprimées par la police dans la capitale, Bujumbura. L'opposition et la société civile contestent la volonté du président Pierre Nkurunziza de se présenter pour un troisième mandat. Depuis plusieurs semaines, le système de santé fonctionne au ralenti, sans que cela n'ait pour l'instant, de graves conséquences sur l'accès aux soins ni sur la chaîne d'approvisionnement des médicaments.

Les violents heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont provoqué des déplacements de population et poussé plus de 100 000 à se réfugier dans les pays voisins. A Bujumbura, beaucoup préfèrent fuir les quartiers les plus touchés pour se réfugier dans les zones calmes. Résultat, « des centres de santé sont confrontés à une hausse de la demande en médicaments et en soins, sans que ces centres n'y soient préparés », déclare Ferdinand Niyonzima, adjoint au chef du Programme promotion de la santé chez Caritas Burundi, bénéficiaire principal pour le paludisme et sous bénéficiaire pour le VIH. « Certaines personnes se réfugient à l'intérieur du pays, ajoute-t-il et le même problème se pose pour ces centres de santé. Heureusement nous avons un petit stock d'antirétroviraux (ARV) et de médicaments contre les infections opportunistes. Dès que la situation se calme, nous en profitons pour nous réapprovisionner ».

La situation au Burundi illustre à quel point les maîtres d'œuvre des subventions du Fonds mondial doivent s'adapter rapidement en cas de crise. En ce sens, un rapport du groupe technique de référence en évaluation (TERG) a fait une série de recommandations l'année dernière concernant les environnements opérationnels difficiles afin de faire preuve de plus de souplesse dans les subventions et permettre aux prestataires de service de s'adapter au terrain difficile. Parmi ces recommandations, une approche par pays et l'analyse cas par cas de chaque urgence pour en comprendre les tenants et les aboutissants, ce qui permet de décider si les programmes perturbés par une crise doivent être adaptés ou

pas.

A Bujumbura, le personnel de santé craint les violences et certains jours, il est préférable de ne pas sortir de chez soi. Hôpitaux, centres de santé et institutions voient ainsi le nombre de leurs employés diminuer.

Pour prévenir ces problèmes, une entente a été conclue entre les manifestants et le ministère de la santé pour que le personnel puisse accéder sans soucis aux hôpitaux et aux centres de santé. Quand c'est nécessaire, des véhicules sont mis à disposition des employés pour les transporter jusqu'à leur lieu de travail, indique Thaddée Ndikumana, directeur du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT).

Un rapport, envoyé par le Conseil national de lutte contre le sida (CNLS) au Fonds mondial, précise que « des efforts sont faits pour maintenir les services ouverts quand la situation le permet mais le personnel est parfois bloqué dans les quartiers où se tiennent les manifestations. Les employés ne viennent pas tous les jours ou arrivent en retard. »

#### Baisse des activités de sensibilisation

Dans cette même note, le CNLS indique une baisse des activités de sensibilisation. « Le programme des activités qui devraient être menées au niveau des écoles secondaires et des universités a été perturbé par la fermeture momentanée de ces institutions. Les activités qui devaient être menées avec certains médias sont suspendues pour le moment car certains d'entre eux ne fonctionnent pas ».

Résultat, l'étude à l'échelle nationale sur les centres de santé qui devait être lancée en avril sur l'efficacité des médicaments anti-paludisme a dû être repoussée. Or, la dernière effectuée au Burundi remonte à 2006. D'autre part, « l'enquête démographique de santé, couplée à l'enquête sur les indicateurs du paludisme, tarde également car les agents ont des difficultés à aller au bureau et donc à organiser des réunions et des planifications. Certaines agences internationales avec qui nous travaillons ont rapatrié leurs expatriés donc la coordination est plus compliquée », affirme-t-il.

Cette instabilité a également eu un impact sur le décaissement du FM. « Sur la subvention paludisme, nous attendions depuis mars dernier un décaissement d'environ deux millions de dollars mais quand la crise a éclaté, le Fonds mondial nous a expliqué qu'ils souhaitent limiter les liquidités au niveau des PR en raison de la crise dans le pays», souligne Ignace Bimenyimana, coordonnateur paludisme pour le FM.

#### Pas de rupture de stock en médicaments

Malgré ces ralentissements, les PR estiment que la crise burundaise n'a pour le moment pas affecté le fonctionnement du système de santé.

« Sur les 45 districts sanitaires du pays, seul trois sont situés dans Bujumbura», rappelle Thaddée Ndikumana, du PNLT.

L'approvisionnement en médicaments vers les régions se poursuit sans problème. « Une des routes venant du Sud et qui rejoint trois districts passe par Musaga (un des quartiers de Bujumbura où ont lieu les manifestations NDLR). Mais comme le pays est petit, il est possible de trouver d'autres voies pour la contourner. Par ailleurs, ces routes sont débloquées les week-end, pendant les trêves », explique Ignace Bimenyimana.

Le rythme des commandes n'a pas été ralenti. Ainsi, 75 sites de prise en charge ont commandé des médicaments pour le mois de mai, sur une moyenne de 90 sites habituellement, peut-on lire dans le rapport du CNLS. Et tous ont été livrés, puisque les PR n'ont pas constatés de ruptures de stock.

Si les violences ont diminué, le Burundi est toujours dans l'impasse sur le plan politique et l'absence de

dialogue suscite des préoccupations. Ferdinand Niyonzima, de Caritas, tout comme les autres PR burundais, préviennent : « Si cette situation persiste, le système de santé sera affecté, surtout si la crise atteint les provinces de l'intérieur du pays. Cela aura alors des conséquences sur l'accès aux soins et l'approvisionnement en médicaments».

[Read More](#)

---